

SECRETARIAT GENERAL

DIRECTION GÉNÉRALE DROITS DE L'HOMME ET ETAT DE DROIT

SERVICE DE LA CHARTE SOCIALE EUROPÉENNE

30 Novembre 2017

COUNCIL OF EUROPE



CONSEIL DE L'EUROPE

PECS(2017)6

**PLATEFORME EUROPÉENNE DE COHÉSION SOCIALE
(PECS)**

**2e réunion
Strasbourg, 19 - 20 septembre 2017**

Conseil de l'Europe, Bâtiment Agora, Salle G 03

RAPPORT SUR LES BONNES PRATIQUES ET LES APPROCHES INNOVANTES

Point 5 du projet d'ordre du jour

***Document préparé par
Arman Sargsyan,
Rapporteur du Groupe de travail 2***

TABLE DES MATIÈRES

Résumé.....	3
Introduction	3
Analyse : résultats et constatations	7
Conclusions et recommandations.....	18

Résumé

Le présent rapport a pour but de recenser les bonnes pratiques et les approches innovantes en matière de cohésion sociale, à partir du questionnaire adressé aux États membres, organes et comités du Conseil de l'Europe ainsi qu'aux institutions internationales compétentes et autres parties prenantes. Le but du questionnaire visait à définir et privilégier un « modèle » de bonnes pratiques et d'approches innovantes qui soient transposable à d'autres pays. Il soulignait l'importance de tenir compte de la cohésion sociale en lien avec la jouissance des droits sociaux et des droits économiques, en ce compris la protection sociale, garantis par la Charte sociale européenne et d'autres instruments pertinents, ainsi que des problématiques actuelles qui y sont liées. L'exercice effectif de ces droits est essentiel pour la cohésion sociale. Trois priorités devaient être envisagées :

- I. *La jeunesse et les enfants ;*
- II. *La protection et l'intégration des migrants et des réfugiés ; et*
- III. *L'impact de la crise économique sur la santé et la protection sociale, en particulier la lutte contre la pauvreté et l'exclusion sociale et le fait que celles-ci peuvent favoriser la radicalisation violente.*

Une fois les réponses au questionnaire rassemblées et analysées, les résultats devraient permettre d'encourager les bonnes pratiques et les approches innovantes, grâce notamment à l'établissement et à la diffusion d'un recueil qui leur est consacré et à des mesures visant à faciliter leur échange.

Introduction

Le Conseil de l'Europe définit la cohésion sociale¹ comme « la capacité d'une société à assurer le bien-être de tous ses membres, en réduisant les disparités au minimum et en évitant la marginalisation, à gérer les différences et les divisions, et à se donner les moyens d'assurer la protection sociale de l'ensemble de ses membres ».

Une société cohésive œuvre au bien-être de ses membres, combat l'exclusion et la marginalisation, crée un sentiment d'appartenance, favorise la confiance et offre à ses membres une chance d'ascension sociale (du point de vue du statut ou de la classe). Bien que la notion de « cohésion sociale » revête souvent des sens différents, ses éléments constitutifs demeurent les mêmes et comprennent notamment :

- L'inclusion sociale : Processus consistant à améliorer les conditions dans lesquelles les individus et les groupes participent à la vie de la société. Elle vise à donner aux personnes pauvres et marginalisées la possibilité de profiter des nouveaux débouchés mondiaux.
- Le capital social : Ressources résultant d'une coopération des citoyens dans un but commun.
- La mobilité sociale : Capacité des individus ou des groupes à la mobilité vers le haut ou le bas de l'échelle sociale en fonction de la fortune, de la profession, de l'éducation ou autres variables sociales

La Plateforme européenne de cohésion sociale est ouverte à tous les États membres, organes et institutions du Conseil de l'Europe, ainsi qu'aux organisations internationales compétentes et autres parties prenantes.

Des réponses ont été fournies par :

- 28 États membres – y inclus des réponses du Comité mixte sur la jeunesse (CMJ)
- la Conférence des OING

Les questionnaires complétés reçus des États membres sont repartis comme suit :

¹ Nouvelle stratégie et Plan d'action du Conseil de l'Europe pour la cohésion sociale (2010)

Tableau 1 : Répartition des bonnes pratiques et approches innovantes par pays

	Pays	Pratiques/Approches innovantes
1	Albanie	<ul style="list-style-type: none"> - Réforme du système d'aide économique pour les personnes à faibles revenus ou sans aucun revenu - Mise en place de pensions sociales pour les personnes âgées vivant en zone rurale
2	Arménie	<ul style="list-style-type: none"> - Système de gestion des connaissances (http://elibsocial.am/en/) - Boîte à outils ouverte et sociale - Banque alimentaire nationale de la République d'Arménie - Aide à la création des Réseaux de protection sociale en République d'Arménie - Système d'information des services sociaux intégrés (http://esocial.am/en/)
3	Autriche	<ul style="list-style-type: none"> - Année d'intégration volontaire
4a	Belgique - Flandres	<ul style="list-style-type: none"> - Survey Samenleven in Diversiteit (Étude Vivre ensemble dans la diversité) - Villa Mescolanza (pratique) - Projet AMIF (Fonds « Asile, migration et intégration ») - Directives centrales à l'intention des nouveaux arrivants de pays tiers âgés de 16 à 18 ans - Plan d'action flamand pour la réduction de la pauvreté
4b	Belgique - Wallonie	<ul style="list-style-type: none"> - Plan de cohésion sociale dans les villes et communes de Wallonie (Belgique) - Réseau International des Territoires de Coresponsabilité, dénommé Réseau Together
5	Bosnie-Herzégovine	<ul style="list-style-type: none"> - Promotion de l'entrepreneuriat social en Bosnie-Herzégovine
6	Bulgarie	<ul style="list-style-type: none"> - Garantie pour la jeunesse et Initiative pour l'emploi des jeunes - Développement du modèle de banque alimentaire en Bulgarie
7	Croatie	<ul style="list-style-type: none"> - Centres d'orientation professionnelle tout au long de la vie (CISOK)
8	Chypre	<ul style="list-style-type: none"> - Loi relative au revenu minimum garanti - Programme pour l'autonomisation psychosociale de la jeunesse chypriote (<i>réponse du CMJ</i>)
9	Danemark	<ul style="list-style-type: none"> - « Foyers pour enfants » - Modèle de mesures préventives précoces en faveur des enfants vulnérables et de leurs familles - Projet de loi sur les budgets personnels des citoyens socialement marginalisés - Approches méthodologiques dans le domaine de la lutte contre la drogue

10	France	<ul style="list-style-type: none"> - Plan pluriannuel contre la pauvreté et pour l'inclusion sociale - Prévention et lutte contre la radicalisation - Lutte contre la prostitution et parcours de sortie de la prostitution
11	Géorgie	<ul style="list-style-type: none"> - Aide d'urgence aux familles avec enfants en situation de crise
12	Allemagne	<ul style="list-style-type: none"> - Sensibilisation précoce des employeurs, des personnels et des femmes en première ligne dans les maternités - Création d'une commission de protection de la maternité en vue de l'élaboration de lignes directrices pratiques, notamment relatives aux questions médicales - Strong in the work place – Migrant mothers get on board - Réseau « « L'intégration par la formation » - La formation, ça marche ! – Bienvenue aux apprenants tardifs.
13	Hongrie	<ul style="list-style-type: none"> - Centres pour enfants Sure Start
14	Irlande	<ul style="list-style-type: none"> - De meilleurs résultats, un avenir meilleur, un cadre politique national pour les enfants et les jeunes 2014-2020. - Stratégie nationale d'intégration des migrants - Stratégie nationale d'intégration des migrants - 10 actions spécifiques (actions 17, 20, 21, 22, 25, 31, 48, 50, 55, 70)
15	Italie	<ul style="list-style-type: none"> - RSC (Rom, Sinti e Caminanti) projet² - P.I.P.P.I. (Programme d'intervention pour la prévention de l'institutionnalisation)
16	Lettonie	<ul style="list-style-type: none"> - Bons pour la prestation de services flexibles d'accueil d'enfants pour les travailleurs aux horaires atypiques - Ateliers de jeunes
17	Lituanie	<ul style="list-style-type: none"> - Centres pour les jeunes
18	Luxembourg	<ul style="list-style-type: none"> - Nouveau congé parental
19	Malte	<ul style="list-style-type: none"> - Offre de services d'aide sociale et de conseils à domicile
20	Monaco	<ul style="list-style-type: none"> - Protection des mineurs en matière d'emploi

² Romes, Gens du voyage...

21	Norvège	- Suivi méthodique des familles à faibles revenus
22	Portugal	- Protocole de collaboration pour soutenir les personnes demandant la protection internationale - Ubuntu Leaders Academy - Programa Escolhas – <i>Programme « Choix »</i> - Centres nationaux d'aide à l'intégration des migrants - CNAIM
23	Fédération de Russie	- Mise en place des conditions nécessaires pour permettre aux femmes d'assumer leurs responsabilités éducatives tout en travaillant et organisation de cours de formation professionnelle (recyclage) pour les femmes en congé parental - Mise en œuvre des mesures d'incitation à l'embauche des diplômés issus d'établissements d'enseignement professionnel - Aides sociales de l'État allouées sur la base d'un contrat social
24	Serbie	- Soutien de démarches innovantes pour favoriser l'emploi et augmenter l'employabilité des jeunes - Évaluation des incidences sociales du programme de réforme économique
25	République slovaque	- Politique d'intégration de la République slovaque - Programme national d'intégration des bénéficiaires de la protection internationale - Écouter – Réfléchir - Changer (<i>réponse du CMJ</i>) - Campagne contre les discours de haine et les préjugés (<i>réponse du CMJ</i>)
26	République Tchèque	Soutien linguistique pour les enfants de langue maternelle différente Introduction du congé de paternité Le projet "Soutien à la mise en œuvre du groupe d'enfants" Manuel méthodique pour les tuteurs d'enfants et de jeunes
27	Roumanie	- Créer une nouvelle profession : expert pour l'égalité des genres
28	Suisse	- Programme visant à favoriser la création de places d'accueil extrafamilial des enfants (crèches, garderies, etc.)
29	Conférence des OING	- 17 octobre : Journée internationale pour l'éradication de la pauvreté (ONU) - Réclamation collective - Observatoire de l'Agenda mondial pour le travail social et le développement social - Engagement en vue d'une action de promotion de la dignité et de la valeur de l'être humain - Exemples de bonnes pratiques de l'action sociale en Europe

Analyse : résultats et constatations

Soixante-huit bonnes pratiques et approches innovantes ont été recensées dans 28 États membres du Conseil de l'Europe – y inclus les réponses du Comité mixte sur la jeunesse / CMJ - et de la Conférence des OING.

Celles-ci peuvent être incluses dans les groupes suivants :

- Innovations fondées sur les technologies de l'information,
- Innovations fondées sur les réformes.

Les bonnes pratiques/approches innovantes adoptées dans les différents pays peuvent être classées dans les catégories et sous-catégories suivantes en fonction de leur mise en œuvre :

1. Aide socio-économique aux familles vulnérables
 - logements sociaux
 - solutions efficaces pour l'aide sociale : banques alimentaires
 - aide accrue à la population âgée des zones rurales
2. Initiatives pour la réduction de la pauvreté
 - solutions efficaces pour l'aide sociale : banques alimentaires
3. Sûreté et sécurité sociales
 - structures d'accueil alternatives pour les enfants
 - réponse sociale à la toxicomanie, à l'alcoolisme, aux violences sexuelles et à la prostitution
 - prévention et lutte contre la radicalisation et le terrorisme
4. Renforcement des capacités, gestion des connaissances, centres d'excellence
 - recherche et développement pour découvrir de nouvelles tendances et solutions
 - évolution de carrière tout au long de la vie
 - leadership stimulant et justice sociale
 - nouveaux programmes en faveur de l'emploi des femmes et des jeunes
5. Gestion de la mobilité
 - projets d'intégration dans la société
 - promotion de l'entrepreneuriat social
 - vers une meilleure gestion des flux migratoires: des opportunités équilibrées et optimales
 - intégration des bénéficiaires de la protection internationale

6. Technologies de l'information
 - développement de systèmes d'information
 - nouveaux processus opérationnels au sein des services sociaux
7. Sensibilisation
 - qualité des médias, société sécurisée : « discours de haine », préjugés, etc.
 - améliorations de la législation
8. Soutenir la compétitivité du travail et développer la qualité de l'emploi
 - marché du travail et synergie dans l'éducation
 - services flexibles de maternité et de garde d'enfants
9. Collaboration et travail d'équipe
 - conjuguer les efforts pour définir des approches axées sur les résultats
 - mettre en place une plateforme de collaboration.

Les solutions sont en lien étroit avec la cohésion sociale et les droits sociaux dans l'un des domaines prioritaires précédemment définis :

- *La jeunesse et les enfants ;*
- *La protection et l'intégration des migrants et des réfugiés ;*
- *L'impact de la crise économique sur la santé et la protection sociale, en particulier la lutte contre la pauvreté et l'exclusion sociale et le fait que celles-ci peuvent favoriser la radicalisation violente.*

Toute bonne pratique et approche innovante vise à prendre des mesures concrètes pour combattre la pauvreté et l'exclusion sociale et à réussir l'intégration de groupes menacés d'exclusion sociale et en particulier de ceux susmentionnés.

De manière générale, la mise en œuvre de chaque solution vise à apporter des changements socio-économiques, à améliorer les conditions de vie et à promouvoir la dignité et la valeur de l'être humain.

Afin de rendre les solutions plus compréhensibles, de préciser quel est le pays mettant en œuvre tel ou tel projet et de faire connaître le contenu et les partenaires d'un projet, le tableau suivant inclut un récapitulatif des informations disponibles :

Tableau 2 : Récapitulatif des bonnes pratiques /approches innovantes

Nom de la pratique/l'approche innovante	Pays	Partenaires concernés	Description	Domaines
Réforme du système d'aide économique pour les personnes à faibles revenus ou sans aucun revenu	Albanie	Ministère des Affaires sociales et de la Jeunesse, Banque mondiale, services sociaux nationaux, collectivités locales	Le système réformé d'aide économique visera à réduire la pauvreté (et en particulier l'extrême pauvreté), en assurant aux personnes dans le besoin le versement de prestations et de pensions et, dans la mesure du possible, aidera les personnes à sortir de la pauvreté, tout en leur donnant les moyens de trouver des débouchés en vue de leur réinsertion sociale et économique.	1
Mise en place de pensions sociales pour les personnes âgées vivant en zone rurale		-	Préserver de la pauvreté les personnes âgées sans aucune source de revenus.	1
Système de gestion des connaissances (http://elibsocial.am/en/)	Arménie	Ministère du Travail et des Affaires sociales, USAID	Renforcement des capacités grâce à une documentation professionnelle assortie de solutions informatiques modernes fournie aux employés du ministère, aux travailleurs sociaux des ONG, aux chercheurs et étudiants œuvrant dans les domaines de l'action sociale et de l'emploi, ainsi qu'à d'autres professionnels du réseau social.	6
Boîte à outils ouverte et sociale		Ministère du Travail et des Affaires sociales, Centres régionaux fournissant des services sociaux, USAID	Convertir la législation en un algorithme simplifié et l'automatiser dans l'application ouverte et sociale où sont saisies les données personnelles du bénéficiaire, ce qui permet d'établir une liste des services auxquels il a droit.	6
Banque alimentaire nationale de la République d'Arménie		Ministère du Travail et des Affaires sociales	Réduire la faim en collaborant avec des organisations internationales afin de mettre en place des banques alimentaires régionales au sein des communautés où le niveau de malnutrition est le plus élevé.	1
		Non déterminés	Réduire la pauvreté dans un pays. Outre les objectifs de lutte	2

Aide à la création des Réseaux de protection sociale en Arménie			contre la pauvreté,	
Système d'information des services sociaux intégrés (http://esocial.am/en/)		Ministère du Travail et des Affaires sociales, USAID	Outils modernes de sensibilisation du public	6
Année d'intégration volontaire	Autriche	Tous les ministères et autres organisations concernés	Intégration des personnes ayant droit à l'asile ou à la protection subsidiaire.	1
Étude Samenleven in Diversiteit		Bureau des affaires locales, Service d'étude du Gouvernement flamand	Le but de l'étude est de fournir des informations sur le monde des migrants comme sur celui de la population d'origine.	4
Villa Mescolanza		Agence pour l'intégration et la citoyenneté Centre d'action interculturelle Prisma vzw	Le projet a trois objectifs : a) fournir des locaux aux différentes associations b) encourager les échanges et les rencontres c) offrir une tribune pour demander des informations et donner son avis	
Projet AMIF (Fonds « Asile, migration et intégration ») - Directives centrales à l'intention des nouveaux arrivants de pays tiers âgés de 16 à 18 ans	Belgique Flandres	Agence pour l'intégration et la citoyenneté, cofinancement par l'Europe et le Gouvernement flamand	Le projet a deux objectifs : a) renforcer le développement de l'identité et les possibilités d'apprentissage et de scolarisation du groupe cible b) orienter rapidement et efficacement vers la trajectoire sociale, éducative et professionnelle la plus adaptée	5
Plan d'action flamand pour la réduction de la pauvreté		Décideurs politiques et administratifs, organisations de la société civile, organisations travaillant avec/pour ou composées de personnes en situation de pauvreté	Coordination et intégration des politiques flamandes de réduction de la pauvreté dans les différents domaines d'action du Gouvernement flamand	1

Plan de cohésion sociale dans les villes et communes de Wallonie	Belgique Wallonie	Communes, partenaires locaux et secteur associatif.	Favoriser l'accès aux droits fondamentaux pour tous et promouvoir la cohésion sociale au niveau local.	2 9
Réseau International des Territoires de Coresponsabilité, dénommé Réseau Together ³		Une communauté d'expérimentateurs	Réunir un ensemble de territoires autour d'une démarche participative née au Conseil de l'Europe, repenser le progrès sociétal et construire ensemble un avenir commun plus cohésif et solidaire.	2 9
Promotion de l'entrepreneuriat social en Bosnie-Herzégovine	Bosnie-Herzégovine	Ministères compétents à tous les niveaux de gouvernement, organismes et fonds compétents, ONG	Créer des conditions facilitant l'intégration sociale des groupes vulnérables.	1
Garantie pour la jeunesse et Initiative pour l'emploi des jeunes	Bulgarie	Tous les ministères et ONG en rapport direct avec le projet	La Garantie pour la jeunesse est à la fois une réforme structurelle destinée à améliorer considérablement le passage de l'école à la vie active et une mesure immédiate pour aider les jeunes à trouver un emploi.	7
Développement du modèle de banque alimentaire en Bulgarie		Plus de 20 sociétés	Contribuer à réduire la malnutrition en Bulgarie	2
Centres d'orientation professionnelle tout au long de la vie (CISOK)	Croatie	Autorités locales/municipales, organismes sociaux, ONG/organisations de jeunesse, partenaires sociaux, établissements d'enseignement et de formation	L'objectif des CISOK est d'offrir à l'ensemble des citoyens des services d'orientation professionnelle tout au long de la vie en fonction des besoins identifiés des clients – jeunes, adultes, salariés, inactifs – NEET, étudiants, enseignants et employeurs.	4
Loi relative au revenu minimum garanti	Chypre	Non déterminés	Garantir un niveau de vie minimum socialement acceptable pour les personnes (et familles) résidant légalement sur le territoire de la République de Chypre, dont les revenus et autres	1, 5

³ <https://wikispiral.org/tiki-index.php?page=Together+-+Historique+avant+constitution+formelle>

			ressources économiques sont insuffisants pour satisfaire leurs besoins élémentaires et spéciaux.	
Programme pour l'autonomisation psychosociale de la jeunesse chypriote		Organes et services gouvernementaux et ONG	Le programme comporte 4 sous-services différents mais étroitement liés travaillant en réseau et ayant pour but d'autonomiser les jeunes pour leur permettre de faire face aux difficultés rencontrées au quotidien sur le plan psychologique et social.	4
« Foyers pour enfants »	Danemark	Conseil national des services sociaux, services sociaux municipaux, de police et de santé.	Les Foyers pour enfants veillent à ce que les enfants victimes de mauvais traitements bénéficient d'une aide coordonnée et professionnelle des services sociaux, de police et de santé dans un environnement qui leur soit adapté.	3
Modèle de mesures préventives précoces en faveur des enfants vulnérables et de leurs familles		Parties concernées au sein des services sociaux municipaux, par ex. travailleurs sociaux, professionnels de santé et thérapeutes.	Renforcer la qualité de l'aide apportée aux enfants vulnérables.	1, 5
Projet de loi sur les budgets personnels des citoyens socialement marginalisés		Ministère de l'Enfance et des Affaires sociales et services sociaux municipaux	Le projet de loi constituant le fondement juridique a été adopté. Il reste dorénavant à le mettre concrètement en œuvre.	7
Approches méthodologiques dans le domaine de la lutte contre la drogue		Municipalités, Centre de recherche en alcoologie et toxicomanie et ministère de l'Enfance et des Affaires sociales	Garantir une approche globale et efficace fondée sur des données factuelles vis-à-vis des jeunes en difficulté en raison de leur toxicomanie.	3
Plan pluriannuel contre la pauvreté et pour l'inclusion sociale	France	Tous les ministères concernés	Venir en aide aux personnes et les accompagner vers l'insertion.	2
Prévention et lutte contre la radicalisation		Acteurs sociaux et médico-sociaux, associations	L'objectif du programme d'action est d'empêcher la radicalisation des familles et des jeunes les plus vulnérables et	3

			de soutenir les familles touchées par ce phénomène.	
Lutte contre la prostitution et parcours de sortie de la prostitution		Jeunes, femmes, prostitué(e)s, client(e)s de prostitué(e)s	Soutenir la lutte contre la traite des êtres humains ; autres actes illégaux.	3
Aide d'urgence aux familles avec enfants en situation de crise	Géorgie	Ministère du Travail, de la Santé et des Affaires sociales, services fiscaux, services sociaux, ONG	Approvisionnement en nourriture (y compris pour les enfants de 0 à 1 an), en vêtements, en literie et en appareils ménagers (lave-linge ou réfrigérateur) afin de subvenir aux besoins primaires.	1, 5
Sensibilisation précoce des employeurs, des personnels et des femmes en première ligne dans les maternités		Employeurs, personnels et femmes	Sensibilisation précoce aux risques encourus par les femmes enceintes ou allaitantes.	8
Création d'une commission de protection de la maternité en vue de l'élaboration de lignes directrices pratiques, notamment relatives aux questions médicales		Membres de la commission de protection de la maternité	Identification et justification de la nature, de l'ampleur et de la durée des risques dus à des causes non-intentionnelles encourus par les mères, les futures mères, les mères allaitantes et leurs enfants.	8
« Forte sur le lieu de travail » – les mères migrantes s'engagent	Allemagne	Centre pour l'emploi/agence pour l'emploi, établissements d'enseignement professionnel, entreprises, etc.	Le programme a pour but de faciliter l'insertion professionnelle des mères immigrées et d'accroître les chances déjà existantes d'intégration sur le marché de l'emploi.	5
Réseau « L'intégration par la formation »		Ministère fédéral de l'Éducation et de la Recherche, Agence fédérale pour l'emploi	Amélioration des possibilités d'emploi pour les personnes issues de l'immigration.	5, 9
La formation, ça marche ! – Bienvenue aux apprenants tardifs		Agences régionales pour l'emploi et initiatives locales diverses	Lutter contre le chômage à long terme et augmenter les possibilités d'emploi pour les jeunes adultes	4
Centres pour enfants Sure Start	Hongrie	Municipalités et collectivités locales	Réduire les inégalités socio-culturelles entre les enfants vulnérables et les enfants de familles plus favorisées	5

De meilleurs résultats et un avenir meilleur, le Cadre stratégique national pour les enfants et les jeunes 2014-2020.	Ireland	Tous les ministères, les organes statutaires et non statutaires, les organismes d'État, les organisations non gouvernementales, y compris le secteur communautaire et le secteur bénévole, les enfants et les jeunes, les organismes consultatifs auprès du gouvernement irlandais	Le but du Cadre stratégique est de coordonner les politiques dans l'ensemble du gouvernement avec cinq résultats nationaux et d'identifier les domaines qui, avec une attention particulière, peuvent améliorer les résultats pour les enfants et les jeunes (0-24 ans) et transformer l'efficacité des politiques, services et ressources existants.	7
Stratégie nationale d'intégration des migrants		Ministères et organismes gouvernementaux, autorités locales, ONG, groupes communautaires, secteur des entreprises, société civile	Veiller à ce que tous les migrants résidant légalement dans l'État soient autorisés à jouer pleinement leur rôle dans la société irlandaise, à s'intégrer au cœur de la vie irlandaise et à ce que la société et les institutions irlandaises s'unissent pour promouvoir l'intégration.	5
Stratégie nationale d'intégration des migrants – 10 actions spécifiques (Actions 17, 20, 21, 22, 25, 31, 48, 50, 55, 70)		Ministères et organismes gouvernementaux, autorités locales, ONG, groupes communautaires, secteur des entreprises, société civile	Le but de ces actions spécifiques au sein de la Stratégie Nationale d'Intégration des Migrants est de faciliter l'inclusion sociale des migrants à travers des initiatives ciblées destinées aux jeunes et d'assurer l'équité d'accès aux services publics.	3,5
Projet RSC	Italy	Ministère du travail et des affaires sociales, avec le Ministère de l'éducation et l'Istituto degli Innocenti.	Le but du projet est de développer des processus d'inclusion pour les enfants du programme RSC et de réduire leur discrimination.	5,8
P.I.P.P.I projet (Programme d'intervention et de prévention de l'institutionnalisation)		Le ministère du Travail et des Affaires sociales, en coopération avec l'Université de Padoue (LabRIEF - Laboratoire de recherche et d'intervention en éducation familiale), comprend 18 régions et 56 territoires	Reconnaître le soutien parental comme une stratégie qui pourrait briser le cycle du désavantage social et assurer aux enfants un bon parcours de vie.	1,3
Bons pour la prestation de services flexibles d'accueil d'enfants pour les travailleurs aux horaires atypiques	Lettonie	Ministère des Affaires sociales, collectivités locales, Institut pour l'exercice de la responsabilité/la durabilité de l'entreprise	L'objectif est de trouver un modèle durable de subventionnement et de développement de services flexibles d'accueil d'enfants.	1
Ateliers de jeunes		Agence nationale pour l'emploi, établissements d'enseignement	Les ateliers ont pour but d'aider les jeunes chômeurs au niveau d'éducation ou d'expérience insuffisant à faire des choix	4

		professionnel.	concernant leurs études ou emplois futurs.	
Centres pour les jeunes	Lituanie	Travailleurs de jeunesse, bénévoles, spécialistes indépendants	S'assurer que les activités répondent aux besoins des jeunes et les aident à s'épanouir et à acquérir les compétences sociales essentielles pour réussir dans la vie.	4
Nouveau congé parental	Luxembourg	Partenaires sociaux	Le but de la réforme du congé parental est de mieux répondre aux besoins des parents en favorisant un équilibre entre vie familiale et vie professionnelle et d'augmenter le nombre de mères et de pères profitant de ce congé.	7
Offre de services d'aide sociale et de conseils à domicile	Malte	Fondation pour les services sociaux, ONG locales	Préserver les citoyens de la pauvreté et faciliter leur intégration dans la vie active et les dispositifs de formation et d'éducation.	1, 5
Protection des mineurs en matière d'emploi	Monaco	Département de l'emploi Bureau de la santé au travail	L'objectif principal de ce programme est de soutenir l'intégration scolaire et de prévenir les risques de décrochage scolaire des jeunes à Monaco en leur fournissant un soutien et des services divers.	4,8
Suivi méthodique des familles à faibles revenus	Norvège	Administration norvégienne du travail et de la protection sociale, Évaluateur externe et indépendant, Collège universitaire.	Le but de ce suivi est d'empêcher que la pauvreté se transmette d'une génération à l'autre et d'en atténuer les effets négatifs pour les enfants grandissant dans des familles aux revenus chroniquement faibles.	1
Protocole de collaboration pour soutenir les personnes demandant la protection internationale	Portugal	Instituts d'État spécialisés dans ce domaine, Haut-Commissariat pour les migrations et Conseil portugais pour les réfugiés	Concerne les demandeurs de la protection internationale, quel que soit le stade de leur procédure d'asile au Portugal.	1, 5
Ubuntu Leaders Academy		<i>Instituto Padre António Vieira</i> , avec le parrainage d'autres organisations	Projet destiné à former les jeunes à fort potentiel sur le plan du leadership, issus de milieux marqués par l'exclusion sociale ou capables d'y travailler, avec pour objectif de développer leurs aptitudes personnelles.	4
Programa Escolhas –		Ministère de l'Éducation, ministère		4

<i>Programme « Choix »</i>		du Travail, ONG locales et municipalités, etc.	Sa mission est de promouvoir l'inclusion sociale des enfants et des jeunes de milieux socioéconomiques défavorisés en vue d'assurer une égalité des chances et de renforcer la cohésion sociale.	
Centres nationaux d'aide à l'intégration des migrants – CNAIM		Ministères et organismes publics dans le cadre du Programme stratégique pour les migrations	Les CNAIM ont pour ambition de faire progresser l'intégration des migrants, y compris des réfugiés, au Portugal.	5
Création d'une nouvelle profession : expert pour l'égalité des genres	Roumanie	Académie nationale du renseignement de Roumanie	La mission des experts est de promouvoir et d'appliquer le principe de l'égalité des chances entre les femmes et les hommes dans toutes leurs activités, de soutenir une action active afin de prévenir et de combattre la violence sexiste.	3, 7,9
Mise en place des conditions nécessaires pour permettre aux femmes d'assumer leurs responsabilités éducatives tout en travaillant et organisation de cours de formation professionnelle (recyclage) pour les femmes en congé parental	Fédération de Russie	Agences pour l'emploi, autorités éducatives, établissements d'enseignement, employeurs	Emploi des femmes ayant des enfants de moins de 3 ans.	1, 4
Mise en œuvre de mesures d'incitation à l'embauche des diplômés issus d'établissements d'enseignement professionnel		Agences pour l'emploi, établissements d'enseignement, employeurs	Emploi des diplômés des établissements d'enseignement professionnel.	4
Aides sociales de l'État allouées sur la base d'un contrat social		Ministère du Travail et de la Protection sociale, Douma d'État, Conseil de la Fédération de l'Assemblée fédérale, Chambre civique de la Fédération de Russie, organisations publiques	Aide sociale aux familles dans le besoin – Vaincre la pauvreté	1, 4

Soutien de démarches innovantes pour favoriser l'emploi et augmenter l'employabilité des jeunes	Serbie	Gouvernement serbe	Le but de ce projet pilote de subvention est de recueillir les bonnes pratiques en matière d'emploi des jeunes pour favoriser leur insertion professionnelle en Serbie.	4, 5
Évaluation des incidences sociales du programme de réforme économique	Serbie	Gouvernement serbe	Le but consiste à évaluer les incidences sociales du programme de réforme économique structurelle, conformément aux directives données en ce sens.	7, 4
Politique d'intégration de la République slovaque	République slovaque	Autorités nationales et régionales, organisations non-gouvernementales, société civile, communautés étrangères	L'objectif de la politique d'intégration est de faciliter l'intégration des ressortissants de pays tiers et d'élaborer des politiques couvrant tous les aspects de leur vie en Slovaquie.	5
Programme national d'intégration des bénéficiaires de la protection internationale		Autorités nationales et régionales, organisations non-gouvernementales, société civile, communautés étrangères	L'objectif du Programme national d'intégration est de mettre en place un plan d'intégration systématique pour les bénéficiaires de la protection internationale.	1
Écouter – Réfléchir - Changer		GLAFKA s.r.o. (Centre d'enseignement pour adultes)	Le projet Partenariat stratégique a pour objectif de créer un outil en ligne (numérique) innovant, ouvert et multilingue pour créer une bibliothèque vivante (humaine) utilisant des récits personnels et en ligne afin de faire progresser les jeunes dans des cadres éducatifs aussi bien formels que non formels.	6

Campagne contre les discours de haine et les préjugés		Fondation pour une société ouverte	Rappeler une discussion portant sur les discours de haine à l'intention des groupes marginalisés faisant partie du principal groupe cible, soit les 13-19 ans.	7
Soutien linguistique pour les enfants de langue maternelle différente	République Tchèque	Ministère de l'éducation, de la jeunesse et des sports META, association pour les opportunités des jeunes migrants	Le but du programme est de fournir un soutien méthodologique aux enseignants et un soutien linguistique aux enfants et aux jeunes sous la forme d'un travail individuel, de travailler avec toute la classe en tenant compte des divers groupes.	4,9
Introduction des congés paternité		Ministère du travail et des affaires sociales	Renforcer la relation entre l'enfant et les parents dans les premières semaines de la vie de l'enfant, pour soutenir et motiver les pères à s'engager dans des services de garde d'enfants et, par conséquent, à développer des relations au sein de la famille.	2,7
Le projet "Soutien à la mise en œuvre du groupe d'enfants »		Ministère du travail et des affaires sociales	<ul style="list-style-type: none"> - Soutien à la fondation et au fonctionnement des groupes d'enfants - Intégration du système et maintien de sa qualité - Accroissement de l'accessibilité des informations qualifiées concernant le fonctionnement des groupes d'enfants 	1, 8,9
Guide méthodique pour les tuteurs d'enfants et de jeunes		Ministère du travail et des affaires sociales	<ul style="list-style-type: none"> - Respect de l'autonomie de l'enfant dans la mesure où les capacités évoluent - Des outils de travail social souples axés sur la motivation du client, qui amélioreront le travail social des tuteurs pour les enfants et les jeunes ayant des clients adultes 	6
Programme visant à favoriser la création de structures de prise en charge des enfants placés		Suisse	Office Fédéral des Assurances sociales (Confédération)	Accroissement de l'offre d'accueil extrafamilial pour enfants.
17 octobre : Journée internationale pour l'éradication de la pauvreté (ONU)	Conférence des OING	Conférence des OING, Service de la Charte sociale européenne, Secrétariat de la société civile, Comité européen des droits sociaux, Conseil municipal de	Le but de cette journée est de montrer la présence d'une société civile organisée auprès des personnes qui connaissent ou ont connu la pauvreté et l'exclusion sociale, ainsi que la contribution des pouvoirs publics à tous les niveaux ; et de dresser un bilan des mesures prises et d'identifier les difficultés pour aller plus vite et plus loin.	1

		Strasbourg, OING bénévoles.		
Réclamation collective		Réclamation présentée par le FERV	Scolarisation des enfants.	5, 4
Observatoire de l'Agenda mondial pour le travail social et le développement social		<ul style="list-style-type: none"> • Association européenne des écoles de formation de travailleurs sociaux et d'éducateurs (EASSW) • Fédération internationale des travailleurs sociaux (IFSW) • Conseil international de l'action sociale • Association européenne de recherche en travail social • Formation des éducateurs sociaux européens • FICE • Power US network 	<p>Un renforcement de l'action et de la protection sociales est nécessaire pour promouvoir et développer la cohésion sociale et les droits de l'homme.</p> <p>L'Agenda mondial témoigne de l'utilité de l'action des travailleurs sociaux pour atteindre ces buts.</p>	7
Engagement en vue d'une action de promotion de la dignité et de la valeur de l'être humain				3
Exemples de bonnes pratiques de l'action sociale en Europe				7

Conclusions et recommandations

Comme l'a montré l'analyse des bonnes pratiques et approches innovantes identifiées, les principales tendances observées au sein des États membres du Conseil de l'Europe sont relatives à :

1. La lutte contre la pauvreté et la garantie de l'accès aux droits sociaux et de leur jouissance au sein des États membres du Conseil de l'Europe
2. L'utilisation d'aides sociales et de structures d'accueil alternatives pour combattre la pauvreté et l'exclusion sociale – examen comparatif des perspectives et des difficultés
3. L'insistance sur les questions liées à l'emploi des jeunes et les formations à long terme
4. La mise en place des conditions nécessaires pour permettre aux femmes d'assumer leurs responsabilités éducatives tout en travaillant et l'organisation de cours de formation professionnelle
5. La protection et l'intégration des réfugiés, des migrants et autres bénéficiaires de la protection internationale
6. La lutte commune contre la radicalisation, le terrorisme, la traite des êtres humains, la prostitution, la toxicomanie, l'alcoolisme et les violences sexuelles

Compte tenu de l'objectif de la Plateforme européenne de cohésion sociale et de la diversité des solutions actuellement proposées, une collaboration des pays et autres parties prenantes est nécessaire pour pouvoir relever les défis et surmonter les obstacles grâce à l'échange de solutions innovantes.